

Pierre JOURNOUD (dir.), *La guerre de Corée et ses enjeux stratégiques de 1950 à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 2013, 478 pages, 46 euros.

En l'absence d'une histoire de la guerre de Corée rédigée en français qui fasse référence, le recueil dirigé par Pierre Journoud, qui replace le conflit dans l'actualité internationale des années 1950 et analyse ses répercussions jusqu'à nos jours, est appelé à rendre les plus grands services.

La première partie (« Les origines, le contexte et les enjeux stratégiques »), se demande si le conflit coréen relevait d'une guerre civile ou de l'affrontement Est-Ouest. Tels étaient déjà les termes du débat en 1950, les Etats-Unis qualifiant l'invasion du Sud d'agression internationale, et l'URSS : de guerre civile, affaire intérieure dans laquelle les Nations-Unies n'avaient pas à s'ingérer. Bien entendu, le conflit relevait des deux catégories à la fois : les deux Etats coréens se jugeaient tous deux seul légitime à unifier le pays, et avaient multiplié les incidents de frontière avant 1950, mais Kim Il Sung ne passa à l'action qu'avec l'accord de Staline. Cette partie relève les conséquences du conflit pour le camp occidental : réarmement en Europe, intensification du soutien américain à la guerre d'Indochine. Comme les Etats-Unis attachaient alors la priorité stratégique à l'Europe et non à l'Asie, les Européens, qui ne partageaient nullement l'obsession anti-maoïste des Américains, ont pu modérer Washington dans une certaine mesure : Attlee a évité l'emploi de l'arme atomique, et Bidault réussi à rattacher l'Indochine à la conférence politique sur la Corée, prévue à Genève en 1954. Ils n'ont pu en revanche faire obstacle à la déneutralisation du détroit de Formose en 1953, ni empêcher Washington d'exploiter la question du rapatriement des prisonniers de guerre dans sa lutte de propagande contre Pékin, affaire qui a retardé l'armistice de deux ans.

La deuxième partie (« Les innovations et enseignements tactiques et stratégiques »), détaille les opérations militaires, de nouveau en privilégiant le point de vue occidental. Notons, en particulier, un chapitre de Claude d'Abzac-Epezy sur « les enseignements aériens de la guerre de Corée ». L'incapacité des bombardements stratégiques à dresser les populations des pays ennemis contre leurs gouvernants avait déjà été relevée après la Seconde Guerre mondiale. Le conflit coréen montra qu'ils ne réussissaient guère mieux à gêner le ravitaillement des armées ou à arrêter leur mouvement. Pourtant, les armées de l'air occidentales ont continué à croire aux théories stratégiques d'un Giulio Douhet ou d'un Billy Mitchell, comme le montre l'action de l'Aviation américaine pendant la guerre du Vietnam, sans doute parce que la doctrine de la « puissance aérienne » offrait à ces organisations, de création récente et au budget contesté par la Marine et l'Armée de Terre, un argumentaire pour justifier leur existence.

La troisième partie (« L'impact régional et international »), s'intéresse surtout à l'Asie orientale. Génératrice de terribles destructions en Corée même, la guerre a facilité le relèvement économique du Japon, base arrière des armées des Nations-Unies. Hajimu Masuda révèle que la guerre de Corée a largement contribué aux progrès du pacifisme dans l'opinion japonaise, notamment chez les étudiants. En 1950, selon les sondages, les Japonais étaient favorables au réarmement demandé par les Etats-Unis. Mais la campagne de presse en faveur du réarmement menée par l'ancien Premier ministre Ashida Hitoshi, à partir de l'entrée de la Chine dans la guerre, se révéla contre-productive, car c'est sous son mandat qu'avait été promulguée la Constitution pacifiste de 1947. Les Japonais goûtèrent peu cette palinodie. Comme, dans le même temps, les universités japonaises subirent des purges anticomunistes, les étudiants, en réaction,

virèrent massivement (mais pas totalement) au pacifisme. Enfin, Pierre Journoud montre les interactions entre Vietnam et Corée après l'armistice de 1953. Les deux Corées ont utilisé la guerre du Vietnam pour asseoir leurs prétentions à unifier le pays sous leur égide : Séoul en fournissant à Washington des mercenaires (au sens strict), responsables de nombreux crimes de guerre, et Pyongyang en mettant du matériel à la disposition de Hanoi, tout en multipliant les incidents sur la ligne de démarcation avec la Corée du Sud. Réciproquement, après avoir libéralisé son économie en 1986 et noué des relations diplomatiques avec Séoul en 1992, le Vietnam est devenu un réceptacle des « délocalisations » industrielles sud-coréennes. Ayant renoué avec Pyongyang en 2007, il a accueilli depuis lors plusieurs conférences entre les deux Corées.

La quatrième partie (« La mémoire et l'actualité stratégique »), offre une synthèse sur les relations actuelles entre les deux Corées, toujours particulièrement tendues. En l'absence de traité de paix, seul l'armistice de 1953 empêche la reprise des opérations militaires dans la péninsule. Or il est extrêmement fragile. Syngman Rhee a refusé de le signer. Les Etats-Unis (représentant les Nations-Unies), ont introduit des armes atomiques tactiques au Sud dès 1958. En 1991, Washington a remplacé son représentant à la commission d'armistice par un Sud-Coréen. Refusant cette initiative (parce que les Etats-Unis conservent la haute main sur l'armée sud-coréenne), Pyongyang a retiré le sien. La Chine elle-même a quitté la commission en 1994. De plus, l'armistice de 1953 ne fixait pas de ligne de démarcation sur mer. Le commandement des Nations-Unies a délimité unilatéralement une ligne de démarcation maritime en août 1953 ; la Corée du Nord a défini la sienne en 1973. L'accord inter-coréen de 1991 prévoyait des négociations pour fixer une nouvelle ligne de démarcation commune, mais le Parlement sud-coréen n'a pas ratifié ce texte. Pyongyang a donc établi unilatéralement une nouvelle ligne de démarcation maritime en 1999. De là, depuis lors, les affrontements récurrents et meurtriers entre les Marines du Nord et du Sud.

Dans ces conditions, l'existence du programme militaire nord-coréen, connu depuis 1994 et analysé par Marianne Peron-Doise, a de quoi inquiéter, d'autant que Pyongyang se veut autonome vis-à-vis de Pékin, obligée de soutenir son alliée sans pouvoir en contrôler toutes les initiatives. Heureusement, jusqu'ici, la Corée du Nord s'est surtout servi de l'arme atomique comme d'un atout diplomatique. Pyongyang s'est gardée des provocations les plus fortes envers les Etats-Unis, comme la vente de la bombe à des acquéreurs étrangers, qu'il s'agisse ou non d'Etats. La Corée du Nord utilise son statut de puissance atomique probable, ou à tout le moins de « puissance du seuil », pour obtenir un accord avec Washington, dont elle a besoin pour mettre fin à sa dépendance excessive envers Pékin.

Comme tout ouvrage, celui-ci n'est pas exempt de défauts. Les chapitres d'histoire économique ont tendance à diluer le conflit dans une approche de moyenne durée. La disproportion des informations sur la Corée du Sud et la Corée du Nord est flagrante, mais l'accès différentiel aux sources la rendait inévitable. La relecture insuffisante du manuscrit est plus gênante : dans l'article en anglais de Kathryn Weathersby, la concordance des temps n'est pas toujours respectée. D'autres articles en français comprennent des phrases tout simplement incompréhensibles (ainsi pages 133 et 312). Le livre dirigé par Pierre Journoud n'en a pas moins sa place dans toutes les bibliothèques universitaires francophones.

Laurent CESARI

Université d'Artois, Arras, E A 4027